

LA PRESSE EN REVUE...



MERCREDI 21 JANVIER 2015

- 1) Il dénonce
- 2) Pas au point...
- 3) Un OVNI sur Paris ?!
- 4) Espérons pour eux !
- 5) Votre lettre
- 6) Il veut en finir avec « l'austérité »
- 7) Ils accusent...



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Valls dénonce «un apartheid territorial, social, ethnique» en France



«Ces derniers jours ont souligné beaucoup des maux qui rongent notre pays ou des défis que nous avons à relever. A cela, il faut ajouter toutes les fractures, les tensions qui couvent depuis trop longtemps et dont on parle uniquement par intermittence», a déclaré le Premier ministre lors de ses vœux à la presse.AFP

Une formule choc pour briser un tabou. Lors de ses vœux à la presse ce mardi, le Premier ministre a affirmé qu'il y avait «un apartheid territorial, social, ethnique en France». Comme à son habitude, Manuel Valls n'a pas cherché à enjoliver la situation des banlieues et les difficultés d'intégration des immigrés.

«Ces derniers jours ont souligné beaucoup des maux qui rongent notre pays ou des défis que nous avons à relever. A cela, il faut ajouter toutes les fractures, les tensions qui couvent depuis trop longtemps et dont on parle uniquement par intermittence, la relégation péri-urbaine, les ghettos. Après on oublie, c'est ainsi... Les émeutes de 2005, qui aujourd'hui s'en rappelle, et pourtant... les stigmates sont toujours présents».

Manuel Valls a insisté sur «la relégation péri-urbaine, les ghettos -ce que j'évoquais en 2005 déjà- un apartheid territorial, social, ethnique, qui s'est imposé à notre pays». Il a évoqué aussi «la misère sociale» à laquelle «s'additionnent les discriminations quotidiennes parce que l'on n'a pas le bon nom de famille, la bonne couleur de peau, ou bien parce que l'on est une femme.»

«Il faut aussi regarder la réalité de notre pays»

« Il ne s'agit en aucun cas, vous me connaissez, de chercher la moindre excuse, mais il faut aussi regarder la réalité de notre pays», a ajouté le chef du gouvernement en soulignant «cette peur collective face au chômage de masse, au chômage de longue durée, au chômage des jeunes, face à la vie trop chère, au risque de déclin, à l'angoisse du déclassement individuel qui pousse au repli sur soi, à l'angoisse des parents pour l'avenir de leurs enfants».

Revenant sur la mobilisation républicaine, mais aussi sur les manifestation anti-Charlie Hebdo dans le monde musulman, le Premier ministre a estimé que «Je suis Charlie», le slogan emblématique de soutien à la liberté d'expression après les attentats en France, «n'est pas le seul message de la France au monde. La France porte la liberté d'expression partout, mais elle défend aussi d'autres valeurs qui nous sont chères: la paix, le respect des convictions, le dialogue entre les religions»

II) La lutte contre le "terrorisme djihadiste souffre d'imperfections"



Par Denis Demonpion

"Il faut donner aux services de renseignement des moyens accrus", plaide le procureur de de la République de Paris, chargé de l'enquête sur les attentats à "Charlie Hebdo" et dans l'Hyper Cacher.



Le procureur de de la République de Paris, François Molins, le 8 janvier (WITT/SIPA)

La lutte contre le "terrorisme djihadiste" souffre de "quelques imperfections" qui "nuisent à l'efficacité de l'action de la justice", estime le procureur de de la République de Paris, François Molins, qui est chargé de l'enquête sur les tueries perpétrées à "Charlie Hebdo" et dans l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes, lundi 19 janvier. Aussi a-t-il suggéré d'améliorer sensiblement le dispositif de surveillance.

Partant du constat que le terrorisme islamiste "trouve sa source dans la radicalisation de croyances religieuses", laquelle doit être "prévenue et combattue", le chef du parquet de Paris préconise une "surveillance et une vigilance constante" de la pratique radicale.

Pour cela, "il faut donner aux services de renseignement des moyens accrus pour mieux détecter les signaux faibles", a-t-il affirmé à l'occasion de l'audience solennelle de rentrée du Tribunal de grande instance de Paris, à laquelle assistait la ministre de la Justice Christiane Taubira.

Etendre les prérogatives des juges

Le procureur Molins estime que la "seule manière

de surveiller en temps réel des communications cryptées de bout en bout" est d'étendre les prérogatives des juges d'instruction en leur donnant la "possibilité [de faire de la] captation des données à distance", c'est-à-dire d'utiliser "des chevaux de Troie judiciaires" pour écouter les conversations des terroristes présumés.

“ Cette possibilité existe depuis la Lopssi 2 [Loi d'orientation et de programmation sur la performance de la sécurité intérieure, NDLR] du 14 mars 2011, mais ses conditions d'emploi, qui l'assujettissent à un régime d'autorisation administrative, font que ces dispositifs sont inadaptés et n'ont à ce jour, jamais pu être mis en œuvre", a-t-il affirmé.

En clair, la paperasserie freinerait l'efficacité des écoutes téléphoniques et numériques.

Un décret issu de la loi contre le terrorisme, adoptée en novembre dernier, prévoit également la possibilité pour les services de renseignement de placer des mouchards dans l'ordinateur ou le smartphone d'une personne ciblée afin de capter à toutes les données stockées et émises. Les autorités pourront aussi accéder à de nombreuses informations, comme l'ensemble des fichiers, les e-mails reçus et envoyés, les SMS échangés, la géolocalisation en temps réel...

1.280 djihadistes français

Conscient que le "risque zéro" n'existe pas - et "n'existera jamais" -, le représentant en chef du ministère public s'est dit convaincu que la lutte contre le terrorisme "doit passer par une meilleure répression du financement du terrorisme".

Sur ce point, nous avons peu de dossiers portant sur des faits de financement", a-t-il déploré.

Précisant que "près de 25 % des radicalisés sont des convertis", il a indiqué que ces derniers impliqués dans le djihad en Syrie étaient la semaine dernière au nombre de 1.280, "soit sur le départ, soit sur zone, soit sur le retour, soit déjà revenus sur le territoire français". A ce jour 125 personnes sont mises en examen dans le cadre de 109 dossiers.

"Davantage à la période de sûreté"

Les "individus comme les Kouachy et Coulibaly", auteurs des attentats à "Charlie Hebdo" et à l'Hyper Cacher, "déjà condamnés pour des faits de terrorisme" et ayant purgé leur peine "nécessitent

une vigilance spécifique accrue", a encore affirmé François Molins. "Ils sont certes moins nombreux mais posent un véritable enjeu en terme de sécurité s'agissant d'individus qui ont déjà fait la preuve de leur dangerosité."

D'où l'attention particulière du parquet envers les "détenus radicalisés qui ont vocation à sortir un jour de la détention".

Partisan d'une "grande sévérité" dans le prononcé des peines comme dans leur exécution, le procureur a considéré qu'il fallait "certainement recourir davantage à la période de sûreté", laquelle interdit toute remise de peine, "pour les personnes condamnées pour terrorisme ».

“ Le parquet de Paris est depuis plusieurs mois particulièrement vigilant et restrictif dans son appréciation des demandes d'aménagement de peines qui sont présentées au juge d'application des peines", a-t-il assuré.

Le procureur mise également sur l'éducation et la prévention de la radicalisation pour vaincre ce fléau, "comme l'ont fait certains pays". En particulier pour les mineurs et les jeunes majeurs, placés sous contrôle judiciaire ou assignés à résidence sous surveillance électronique.

nouvelobs.com-Denis Demonpion

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Paris: un drone a survolé le palais de l'Elysée dans la nuit de jeudi à vendredi, selon des témoins



Une enquête a été ouverte et confiée à la section de recherche de la gendarmerie des transports aériens. ©Don McCullough/Flickr

Un drone aurait brièvement survolé le palais présidentiel en fin de semaine dernière, selon les témoignages de policiers en faction sur place. Une enquête a été ouverte par le parquet de Paris.

Après les centrales nucléaires, le palais de l'Elysée. Selon une information de la chaîne d'information en continu iTELE, révélée ce mardi, un drone aurait survolé la résidence présidentielle dans la nuit de jeudi 15 à vendredi 16.

Vers deux heures du matin, cette nuit là, des policiers en faction devant le palais de l'Elysée (8^e arrondissement de Paris) repèrent le petit appareil d'aéromodélisme. De leur poste de garde situé avenue de Marigny, ils ont vu arriver l'engin, ressemblant à un hélicoptère à quatre hélices, venant de la place Beauvau.

Volant à une trentaine de mètres de haut, l'appareil a ainsi survolé brièvement le palais présidentiel par le mur ouest, avant de partir en direction de la place de la Concorde en suivant le parcours de la rue du Faubourg Saint-Honoré.

Toujours selon iTELE, il s'agirait d'un engin "trop léger pour transporter la moindre charge explosive". L'hypothèse d'un acte terroriste aurait ainsi été écartée. Plaisanterie, malveillance ou simple erreur, aucune autre piste n'est écartée, d'autant que l'appareil qui a effectué le survol peut "être doté d'une caméra".

Autre indice relevé, le drone en question serait d'un modèle "de faible portée, téléguidée à distance réduite". L'auteur des faits, qui devait ainsi se situer près des lieux, aurait pu être repéré par des témoins ou filmé par des caméras de surveillance.

Une enquête pour "conduite d'un aéronef non conforme avec les règles de sécurité", a été ouverte par le parquet de Paris et confiée à la section de recherche de la gendarmerie des transports aériens, qui a créé une cellule d'enquête sur les drones. Les deux policiers témoins des faits ont été entendus.

Ces faits surviennent alors que, depuis le mois d'octobre dernier, plusieurs centrales nucléaires françaises ont été survolées sans autorisation et à de nombreuses reprises par des drones. La dernière alerte de ce type remonte au samedi 3 janvier.

francesoir.fr-Auteur : La rédaction de FranceSoir.fr

IV) Cinq raisons d'espérer une meilleure année 2015 pour le Moyen-Orient et le monde arabe

Aaron David Miller-Traduit par Chloé Leleu-Le Monde



Une Tunisienne après avoir voté, le 21 décembre 2014 à Tunis. REUTERS/

Il y a bien sûr des raisons de s'inquiéter, mais regardons les points positifs.

Las d'entendre parler d'un Moyen-Orient brisé, agité, disloqué (en d'autres termes, BAD, jeu de mots avec «bad», mauvais, NDLE)? Fatigué de cette litanie d'analyses catastrophistes et d'actualités alarmantes où tout est pareil, toujours pareil, voire pire? Convaincu que les choses ne changeront jamais?

Cela se comprend. La Fondation Carnegie pour la paix internationale a récemment demandé à ses experts quelle était selon eux la région du monde qui vivrait «les crises les plus médiatisées» en 2015. 75% des interrogés ont répondu le Moyen-Orient.

Mais n'arrêtez pas votre lecture. Hommes et femmes de foi, d'optimisme et d'espoir, tenez-vous prêts. L'année qui s'annonce pourrait peut-être être plus clémente que celle qui vient de se clore. 2015 pourrait même être potentiellement – j'ai bien dit potentiellement – charnière à plusieurs égards: un accord sur le nucléaire entre l'Iran et les Etats-Unis pourrait commencer à rétablir l'équilibre des puissances dans la région; un nouveau gouvernement en Israël pourrait faire progresser la possibilité d'une solution à deux Etats; et une stabilisation de la situation en Irak pourrait voir l'organisation Etat islamique (Daech) refluer et en rabattre sur ses récentes victoires.

Ne sont-ce là que les rêves d'incurables optimistes? Peut-être. Mais les questions valent d'être étudiées alors qu'une nouvelle année commence au Moyen-Orient.

Un accord sur le nucléaire iranien?

Les négociations entre les Etats-Unis et l'Iran ont jusqu'ici réservé surprises (accord temporaire de novembre 2013) et déceptions (suite des pourparlers de novembre 2014). 2015 sera une année test.

Le temps, le champ de manœuvre politique et les explications sont quasi épuisés; il ne pourra pas y avoir davantage de prolongations. Si un consensus politique sur les sujets majeurs est trouvé d'ici à la date butoir de mars 2015, cela permettra de poursuivre les discussions après juillet, afin de s'entendre sur les nombreux détails techniques qui demandent à être traités pour parvenir à un accord définitif. Quoi qu'il en soit, 2015 signera la réussite ou l'échec de cette entreprise diplomatique. Si les tractations n'aboutissent pas, les discussions cesseront et une relation d'une autre nature, moins civile, se fera jour.

Pourquoi, dans ce cas, jouer les ravis de la crèche? D'abord, observons la situation présente: tout est encore loin d'être réglé en ce qui concerne la capacité d'enrichissement et la levée des sanctions, et la méfiance entre l'Iran et les Etats-Unis reste profonde. Sans quoi, il y aurait déjà un accord. En outre, avec un Congrès aujourd'hui majoritairement républicain, les Américains considèrent sûrement qu'ils ont déjà atteint les limites de leur souplesse.

Or cela pourrait paradoxalement être très bénéfique aux négociations, car rien n'est plus propice à l'efficacité d'esprit que le manque de

temps et l'idée d'avoir à affronter des options autrement plus douloureuses (et fort inquiétantes au demeurant). Si 2015 s'achève sans véritable accord, il faut presque certainement s'attendre à des tensions, des affrontements, voire des interventions militaires de la part d'Israël ou des Etats-Unis, dans l'hypothèse où l'Iran déciderait de mettre l'accélérateur sur son programme nucléaire. Pour éviter d'en arriver là, il est nécessaire de trouver une solution, et vite.

Ces négociations ne sont pas comparables à l'interminable processus de paix israélo-palestinien qui, pour reprendre la formule inoubliable de feu Robert Strauss, est «comme essayer de s'essuyer le train avec une roue de chariot: ça tourne en rond et rien ne se passe».

En d'autres termes, contrairement au conflit israélo-palestinien dans lequel, faute d'accord, les tensions et les violences reprennent à intervalles réguliers sans autres conséquences dans la région, en Iran, l'absence d'accord sur le nucléaire entraînerait des sanctions plus lourdes, encore davantage de problèmes économiques – surtout avec des prix du pétrole au plus bas qui ont brisé les espoirs des milieux d'affaires – et, possiblement, la guerre. Pour les Etats-Unis, cela pourrait se traduire par une guerre à distance, avec la main de l'Iran agissant en Irak et en Afghanistan, voire avec un nouveau conflit entre Israël et le Hezbollah si l'Etat hébreu procédait à des frappes contre Téhéran.

2015 sera l'année du maintenant ou jamais

2015 sera donc l'année du maintenant ou jamais. Si l'on ajoute à cela le fait que le gouvernement d'Obama a presque accordé à l'Iran le droit d'enrichir son uranium et, de ce fait, de produire à terme de l'énergie nucléaire à échelle industrielle, bingo! vous détenez là de puissants arguments pour un «oui» iranien. Ce «oui» sera-t-il jamais prononcé? Difficile à dire, puisque la décision, quel que soit le marché dans la balance, est entre les mains d'une seule personne, le Guide suprême. Mais ce qui compte, c'est que le pacha en chef a précisément le pouvoir de faire passer cet accord.

Notons cependant que, même si cela arrive, il est peu probable que les relations entre les Etats-Unis et l'Iran en soient transfigurées. A côté, Cuba sera une partie de campagne. (Et attendons un peu de voir à quel point sera complexe et tortueuse la normalisation avec la patrie de Castro.)

De fait, l'accord entre les Etats-Unis et l'Iran relève plutôt du deal d'affaires, de la transaction

sans affect conçue pour prévenir un problème plutôt que pour ouvrir des possibilités. Cela étant, une fois la machine lancée, on ne sait jamais où cela peut mener. Comme mettait en garde Ian Malcom, le théoricien du chaos de Jurassic Park (interprété par le magnifique Jeff Goldblum):

«On ne peut pas retenir la vie. La vie force le passage pour s'étendre à de nouveaux territoires.»

Pour ce qui est des Etats-Unis et de l'Iran, l'ampleur et la vitesse de l'extension sont matière à débat. Ma collègue du Wilson Center, l'inestimable Haleh Esfandiari, avance non sans arguments qu'il existe de sérieux freins à la normalisation. Reste que la résolution de l'impasse nucléaire ôtera une grosse épine et offrira, en tout cas sur le papier, une possibilité d'amorce de détente dans les relations depuis longtemps houleuses entre les deux pays. Mais toute normalisation sera suspendue à une convergence de vues minimale sur plusieurs sujets à litige dans la région, dont la Syrie. Et comme le Guide suprême prendra bien garde à ne créer aucune ouverture pour les Etats-Unis ou l'Occident qui risque d'affaiblir sa puissance, il ne faut guère s'attendre à des miracles.

Elections israéliennes: le temps du changement?

Il est encore trop tôt pour se perdre en conjectures. Deux des trois victoires remportées par le Premier ministre Benyamin Nétanyahou furent facilitées par l'actualité –en 1996, la vague de terreur propagée par le Hamas et la mauvaise campagne de Shimon Peres en 2008/2009, l'échec d'Ehud Olmert à faire véritablement plier le Hamas lors de l'opération Plomb durci, et sa gestion du conflit israélo-libanais de 2006.

Il semble pourtant de plus en plus certain que le Premier ministre, qui détient le deuxième record de longévité de mandat du pays, vive ses derniers jours à la tête du pouvoir.

Ce n'est encore qu'un frémissement –à peine un courant, pas du tout un raz-de-marée. Si de nombreux observateurs israéliens considèrent que l'enjeu des prochaines élections sera de choisir entre devenir un Etat paria ou rester fidèle aux valeurs de judaïté et de démocratie, une grande part de la population ne s'intéresse pas encore vraiment à la campagne et n'envisage pas l'avenir de manière aussi tranchée.

Ce que suggèrent néanmoins les sondages, c'est que la majorité des Israéliens (54%) estiment qu'après six ans de Nétanyahou, le pays ne va pas dans le bon sens, et que «Bibi» ne devrait pas être reconduit comme Premier ministre (53%).

Par ailleurs, s'il est vrai que le pays a opéré un glissement à droite ces six dernières années, le milieu politique a également pris ses distances avec Nétanyahou. L'un des bénéficiaires de cette évolution est l'ancien ministre des Communications du Likoud, Moshe Kahlon, dont le nouveau parti Koulanou se trouve en très bonne position.

Reste aussi à savoir si le centre-gauche, composé aujourd'hui du Parti travailliste sous la houlette d'Isaac Herzog, et de Hatnuah, le parti de l'ancienne ministre de la Justice Tzipi Livni, peut présenter une option crédible et être capable de former un gouvernement de coalition viable. D'après les sondages, cette alliance de centre-gauche se défend pour l'instant plutôt bien face au Likoud.

Mais il existe encore nombre d'inconnues, parmi lesquelles le score que réaliseront les «faiseurs de rois» sur le flanc droit de l'échiquier, tels Naftali Bennett et Avigdor Lieberman. Le fait est que la politique israélienne est aujourd'hui en quête de repères, plus ouverte, plus mouvante et plus incertaine. La vigueur de la droite en Israël rend toujours possible une nouvelle victoire de Nétanyahou, mais rien n'est moins sûr et encore moins gagné d'avance. En réalité, à ce jour, son accession à un quatrième mandat déjouerait tous les pronostics.

Israël/Palestine: vers un véritable processus de paix?

Un nouveau gouvernement israélien, plus centriste, pourrait certainement relancer un processus de paix au point mort.

La question est de savoir si un tel gouvernement serait capable de prendre des décisions fortes sur les points essentiels, sur les frontières, la sécurité, Jérusalem. Aujourd'hui, même la gauche dresse la crête contre de possibles compromis. Mais souvenons-nous de la visite de Nixon en Chine; de Begin et du Sinaï; de Rabin et des accords d'Oslo; de Sharon ordonnant le démantèlement des colonies de Gaza.

L'histoire de la paix en Israël est celle de faucons

qui ont mué, de personnalités dures ayant œuvré pour la sécurité et jouissant de la confiance de la population. Une coalition centriste d'apparence plus amène serait la bienvenue, mais elle n'aurait peut-être pas la cohésion et la discipline nécessaires pour faire véritablement avancer les négociations. Un nouveau Premier ministre encore peu éprouvé en aurait-il le courage?

Sur les 22 dernières années, seuls deux centristes au courage en acier trempé (Yitzhak Rabin en 1992 et Ehoud Barak en 1999) l'ont emporté sur la droite. L'un comme l'autre étaient des faucons par pragmatisme qui avaient prouvé leur engagement en termes de sécurité. Le chef du Parti travailliste, Herzog, qui pourrait devenir le Premier ministre de centre-gauche, ne semble pas pouvoir en montrer autant.

Bien entendu, le processus de paix ne dépend pas que d'Israël. De son côté, le mouvement palestinien, divisé, est-il en mesure de produire des chefs qui puissent prendre des décisions conformes aux besoins de l'Etat hébreu en termes de frontières et de sécurité? Et acceptera-t-il de négocier avec un gouvernement israélien dont le Premier ministre ne souhaiterait ni ne pourrait répondre à l'exigence affichée des Palestiniens, qui voudrait que soient satisfaits près de 100% de leurs besoins et laisserait donc une infime marge de manœuvre?

Un ancien négociateur palestinien me confiait que son peuple préférerait en réalité une droite dure en Israël, plutôt qu'un gouvernement plus modéré incapable de prendre des décisions fortes. La première configuration faciliterait en effet la campagne publique visant à isoler l'Etat hébreu à l'international, ce qui aurait pour conséquence de mettre la pression sur les Israéliens. Avec un gouvernement modéré, en revanche, les Palestiniens auraient davantage de mal à faire valoir leur cause et leurs besoins aux yeux du monde concernant entre autres les questions de Jérusalem et des frontières. Cela contreviendrait sérieusement à leur projet d'accroître la pression internationale sur Israël et pourrait même finir par inverser la vapeur.

Quelles que soient les écueils côtés palestinien et israélien, une chose est sûre: qui dit nouveau gouvernement israélien dit retour du secrétaire d'Etat américain John Kerry et de sa délégation pour la paix.

Au cours de ses 18 derniers mois d'exercice (et de ceux du président Obama), Kerry va certainement se démener et pousser autant qu'il le peut pour

faire parvenir à un accord des parties qui ne seront pas forcément prêtes. Il sera tel un missionnaire fervent qui croit être le seul à pouvoir sauver la solution à deux Etats. Et la réaction d'Obama sera très instructive.

Lui qui ne s'est jamais montré aussi enthousiaste que son chef de la diplomatie concernant le processus de paix, se sentira-t-il obligé, pour la pérennité, de prendre plus de risques et de mouiller un peu plus la chemise aux derniers temps de son mandat? Sera-t-il favorable à un grand Camp David III, ou se contentera-t-il de laisser derrière lui une sorte de guide détaillé des négociations, avec peut-être une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU à l'appui? Et quelle incidence aura là-dedans la campagne présidentielle américaine de 2016, où deux candidat(e)s s'affronteront pour prendre la barre du principal allié israélien? En 2014, le mal nommé processus de paix semblait fermé pour travaux. En 2015, il sera peut-être rouvert, du moins le processus, si ce n'est de paix.

Irak: chacun sa partition?

L'année dernière a été passablement terrifiante en Irak. Cet été, l'organisation Etat islamique semblait en passe de piétiner le monde, ou en tout cas, une grande partie du pays, Bagdad même se trouvant menacé. Et à force de favoriser les chiites, le Premier ministre sortant Nouri al-Maliki a mené la politique du pays dans l'impasse et renvoyé les Kurdes et les sunnites à leur sort.

Cette sombre page est-elle enfin en train de se tourner? A moins de croire au père Noël, la réponse est assurément non. Il est peu probable que ce pays soit jamais un Etat vraiment homogène, aux frontières surveillées et où se partagent dans l'entente les pouvoirs politique et économique, sans parler d'une identité nationale clairement définie.

Mais tout n'est pas si noir: en Irak, 2014 a bien mieux fini qu'elle n'a commencé. Maliki n'est plus au pouvoir, et le nouveau Premier ministre apparaît se soucier un minimum d'intégrer les différentes communautés; le gouvernement central a récemment passé un accord avec les Kurdes; les provinces sunnites clés font l'objet d'un regain d'intérêt et d'une forme de soutien; un gouvernement à peu près viable est en place à Bagdad; l'avancée de l'organisation Etat islamique semble temporairement stoppée; et les Etats-Unis se penchent de nouveau sur le cas du pays. Autant de points qui permettent d'espérer.

Malgré tous les défis –armer les tribus sunnites contre Daech, promouvoir un véritable partage du pouvoir entre chiites, sunnites et Kurdes, constituer et entraîner une armée irakienne– il existe bel et bien une stratégie américaine qui, espérons-le, parviendra à consolider les victoires et peut-être à faire refluer Daech en 2015.

La Tunisie et le monde arabe: plus viables que l'on croit?

En 2014, l'actualité a pu laisser penser que la totalité du monde arabe était englué dans la crise. En fait, seuls 20% des pays arabes sont aujourd'hui plus au seuil de l'effondrement: ce sont la Libye, la Syrie et le Yémen. Quand bien même on compterait un Irak sur les rotules, un aspirant Etat de Palestine aux airs d'arche de Noé (entre le Fatah et le Hamas, tout va par paires: les constitutions, les services de sécurité, les mécènes, etc.), et un non-Etat libanais, il reste toujours une majeure partie du monde arabe en état de marche.

La Tunisie en est, bien sûr, le phare, elle qui a su traverser deux élections de transition. Le pays dispose à présent d'une constitution qui accorde aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes, protège le droit de croire ou de ne pas croire et assure l'alternance pacifique du pouvoir –ce qui est sans précédent dans le monde arabe. Certes, la réussite se mesurera à l'épreuve des faits. Mais la Tunisie est en bonne voie pour édifier dans cette région du globe quelque chose que l'on pourrait réellement qualifier –sans frémir– de régime démocratique stable et opérant.

Les royaumes et les émirats (Arabie saoudite, Qatar, Emirats arabes unis, Maroc, Jordanie, Oman, Bahreïn et Koweït) ont tous de grands défis à relever, y compris, pour les puissances pétrolières, celui de la baisse des prix du pétrole.

Mais un ensemble de facteurs qui s'appliquent à divers degrés selon les pays –rente pétrolière, légitimité des régimes islamiques en place, modestes réformes, efficacité des services de sécurité, chefs encore respectés par la population, et peur de connaître le souffle du Printemps arabe– les a tous maintenus à flot dans la tourmente. Que l'Egypte ne soit pas entre les mains des Frères musulmans ou qu'elle n'ait pas sombré dans l'anarchie est une autre bonne nouvelle pour 2015. Cependant, l'inaptitude de l'armée égyptienne à régler les problèmes politiques et économiques du pays promet un avenir très perturbé.

Etant donné les bouleversements et les menaces portés par ce qu'on a appelé le Printemps arabe, réjouissons-nous, en cette nouvelle année, que le monde arabe ne soit pas en plus piètre état et que l'Amérique ait encore des partenaires (tous des régimes autoritaires) avec qui coopérer et faire des affaires.

Alors, bonne année?

Tout cela est-il un chouïa trop positif à votre goût? Ne vous inquiétez pas, même le plus incurable des optimismes a ses remèdes. Le Moyen-Orient va sûrement rester BAD pour un moment.

Je vous épargnerai la liste des catastrophes à venir, comme la montée en puissance et la persistance de Daech, les guerres sanglantes en Syrie, les dysfonctionnements égyptiens, la plongée de la Libye dans le chaos, l'avenir compromis du Yémen, ainsi que les innombrables cas de manquements, de mauvaise gouvernance, d'inégalités entre les sexes et de non respect des droits de l'homme et de la liberté de conscience qui font de ces malheureuses terres les moins susceptibles de s'en sortir en 2015 et dans les années qui suivront.

Mais assez de sinistrose pour l'instant. Levons nos verres dans la joie et la bonne humeur. Les choses peuvent toujours être pires. Souhaitons de tout cœur, pour la nouvelle année, qu'elles ne le soient pas.

Slate.fr-Aaron David Miller

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Lettre à la France

Par Edwy Plenel

Les attentats des 7, 8 et 9 janvier nous obligent au sursaut. Non pas celui des politiques de la peur qui voudraient nous mettre en guerre. Mais celui de l'égalité, des politiques démocratiques et sociales qui, seules, pourront faire reculer la nécrose de l'espérance dont se nourrit la guerre des identités.

Il est des épreuves qui révèlent une nation à elle-même. C'est ce qui se joue pour tous ceux qui habitent ce pays, le nôtre, depuis les attentats des 7, 8 et 9 janvier à Paris. Saurons-nous reconnaître la France telle qu'elle est, vit et travaille, telle qu'elle souffre et s'impatiente, telle qu'elle s'invente et se rêve, telle qu'elle se redresse et se rassemble ? Ou allons-nous continuer à l'ignorer en la dénigrant et en la dépréciant ? À la rabaisser, à l'affoler et à la paniquer en l'entraînant dans cette haine de soi pavée d'identité malheureuse, de suicide français et de soumission fantasmée où macèrent aigreurs, amertumes et ressentiments ?

Le vrai visage de la France est celui de celles et ceux qui sont morts en ces trois journées d'attentat à nos libertés. Trois jours de crime contre un journal, d'exécution de policiers, de meurtre contre des juifs. D'assassinat du droit de vivre, de penser et de s'exprimer en sécurité, dans la diversité de nos opinions et de nos origines, de nos convictions et de nos croyances. Chrétiens, juifs, musulmans, francs-maçons, athées, agnostiques, venus d'ici et d'ailleurs, ceux qui ont été tués par les trois terroristes sont l'image même de notre pays : divers et pluriel, multiculturel et multiconfessionnel, fait de proche et de lointain. Une nation nourrie de son incessant dialogue avec le monde où s'inventent ces identités tissées de relations, d'échanges et de partages qui fondent des causes communes.

Dans l'épreuve, notre France a eu ce visage-là, sans frontières ni murs. Celui des couplets de L'Internationale, ce chant des prolétaires parisiens qui, après avoir si longtemps fait le tour du monde, a accompagné le cercueil de Charb, le directeur de Charlie Hebdo, lors de ses obsèques à Pontoise. « Le genre humain... ; pas de sauveurs suprêmes... ; sauvons-nous nous-mêmes... ; décrétons le salut commun... ; la terre n'appartient qu'aux hommes... ; l'égalité veut

d'autres lois... » L'humanité comme exigence commune, sans distinction d'origine, d'apparence et de croyance, dans le respect mutuel de nos héritages et appartenances.

Signe du destin, celui qui, dans l'instant meurtrier, fut ce portrait véridique de la France, généreuse et courageuse, travailleuse et audacieuse, n'était pas français de nationalité avant de le devenir, depuis, par le miracle de son geste. Il s'agit de ce jeune sauveur d'otages de l'hypermarché casher, malien d'origine, musulman de foi, noir de peau, travailleur immigré, hier menacé d'expulsion, aujourd'hui citoyen de plein droit... Comme si le monde était soudain venu à notre secours. Ce monde qui, depuis des siècles, fait la France, façonne son peuple, contribue à sa richesse.



Lassana Bathily, qui a sauvé des otages de l'HyperCacher, va être naturalisé français mardi 20 janvier

Un héros musulman, donc, et aussi deux musulmans, de culture ou de croyance, parmi les morts de Charlie Hebdo – un correcteur et un policier, deux gardiens en somme, l'un de la langue, l'autre de la paix. De la langue française, de la paix française. Si je le souligne, ce n'est évidemment pas pour les distinguer des autres victimes, mais pour simplement énoncer cette simple vérité : l'islam appartient à la France, comme l'a dit la chancelière Angela Merkel à propos de son pays, l'Allemagne, face aux manifestants racistes qui réclament une Europe sans musulmans, amputée d'un morceau d'elle-même, débarrassée d'une partie de son humanité.

Cette vérité, il faut la dire, plus que jamais. Car, déjà malmenée, elle est menacée. Par les terroristes d'abord, qui servent toujours la politique du pire. Par la faute, donc, de ces trois assassins et de l'idéologie meurtrière et délirante qui a armé leurs bras. Par le poids de leurs crimes commis au nom de cette religion, l'islam, alors même qu'ils la trahissaient et la défiguraient, la caricaturant plus sauvagement et plus

douloureusement que n'importe quelle caricature de papier, inoffensive et innocente. Bref, par cette négation de leur propre humanité que signifiait le meurtre froid et prémédité d'autres humains à cause de leurs idées, de leurs origines ou de leurs croyances.

Au spectacle de leurs actes, dont ils sont comptables et qu'ils ont payé de leur vie, on pense à ce qu'écrivait Charles Péguy, ce républicain chrétien, indocile dans les deux registres, à propos du « parti dévot », ces sectaires en religion, quelle qu'elle soit : « Parce qu'ils n'ont pas le courage d'être du monde, ils croient qu'ils sont de Dieu. Parce qu'ils n'ont pas le courage d'être d'un des partis de l'homme, ils croient qu'ils sont du parti de Dieu. Parce qu'ils ne sont pas de l'homme, ils croient qu'ils sont de Dieu. Parce qu'ils n'aiment personne, ils croient qu'ils aiment Dieu. » « Mais Jésus-Christ même a été de l'homme », leur opposait Péguy, et l'on pourrait en dire autant de Moïse ou de Mahomet.

« Comment guérir le mal si l'on ne sonde pas les plaies ? »

« Il ne suffit point d'abaisser le temporel pour s'élever dans la catégorie de l'éternel... Il ne suffit point d'abaisser le monde pour monter dans la catégorie de Dieu... Nul ne sera diminué pour que les autres paraissent plus grands... », ajoutait le dreyfusard Péguy dans son style inimitable où la prose rejoint l'homélie. Or ces lignes furent écrites quelques semaines avant qu'il aille se faire tuer, le 5 septembre 1914, dans l'emballage aveuglé guerrier d'une Europe sombrant dans la guerre sans fin des nations et des civilisations, jusqu'à la barbarie finale du crime contre l'humanité. Alors même qu'en 2014, pour son centenaire, nous nous sommes remémorés, avec lucidité, cette erreur tragique, ses unions sacrées désastreuses et ses propagandes mensongères, saurons-nous éviter sa répétition, entre Orient et Occident ?

Ainsi posée, la question n'est pas alarmiste, juste lucide. Les contextes ont beau être différents, nous connaissons, de récente expérience internationale, le piège qui nous est tendu. Celui des politiques de la peur qui, s'aveuglant aux causes pour frapper les effets, ne font qu'accroître les périls et les menaces. Ce fut la dramatique faute nord-américaine après le 11 Septembre 2001 dont nous payons aujourd'hui le prix : non seulement l'emblématique discrédit moral d'une démocratie, portant atteinte à ses propres libertés et aux droits humains fondamentaux, au point de

faire droit à la torture, mais surtout l'erreur stratégique de l'invasion de l'Irak qui a offert un terreau supplémentaire, celui de la décomposition meurtrière de ce pays et de ses institutions, aux idéologies totalitaires dont l'État islamique est désormais le drapeau.



George W. Bush, président des États-Unis au moment de l'adoption du Patriot Act © Reuters

C'est avoir le souci de la France, de sa sécurité et de son bien-être, que de nous mettre ainsi en garde. Face aux désordres nés des injustices et des misères, des ressentiments et des humiliations, les politiques sans hauteur se précipitent sur des raccourcis sécuritaires et autoritaires, empressées de proclamer qu'elles feront cesser le trouble, serait-ce au prix de nouvelles injustices. Elles sont de courte vue et de courte durée, ne solutionnant rien au fond et ne bâtissant que de provisoires protections derrière lesquelles, les mêmes causes produisant les mêmes effets, les adversaires de la démocratie et de la liberté trouveront de nouveaux arguments et de nouvelles recrues.

À l'inverse, les politiques responsables chercheront toujours l'injustice qui est cause du désordre. À l'identifier, à la penser, à la réduire, à la résoudre. Avoir le véritable souci de la sécurité de son peuple et, plus largement, de l'humanité, c'est agir ainsi, en profondeur, sur la durée. Prendre ce risque d'inviter à réfléchir au-delà de l'émotion et, par conséquent, à comprendre que cette violence totalitaire qui nous a frappés non seulement ne cessera pas mais s'aggravera si nous ne nous élevons pas à la hauteur du défi qu'elle nous lance : affronter les injustices, inégalités, misères et humiliations, qui l'ont produite, que ce soit à l'échelle du monde ou de notre pays.

Un monde qui accepte que les 1 % les plus riches détiennent bientôt plus de la moitié du patrimoine mondial court à sa perte, c'est-à-dire à cette violence sans fin, sans frontières et sans territoires, qui est la nouvelle figure de la guerre. Et les premiers à le savoir, car ils la subissent depuis si longtemps, ce sont les peuples du monde

arabe, de culture majoritairement musulmane. Des peuples si durablement confrontés à des pouvoirs prévaricateurs et corrompus, indifférents à la misère et à la pauvreté, n'offrant aucun horizon d'espérance à leur jeunesse et laissant ainsi libre champ à la terreur. Comment ne pas s'interroger sur notre responsabilité française dans cette impasse quand notre propre État se félicite, en 2014, d'une très forte augmentation de nos ventes d'armes qui fait du royaume religieux obscurantiste d'Arabie saoudite le premier client de la France ?

Mais le désespoir n'est pas qu'au lointain, et nous ne pouvons plus faire semblant de l'ignorer, détournant le regard au spectacle de la misère dans nos rues, sur nos trottoirs, ou faisant en sorte de ne jamais voir la pauvreté, reléguée dans ce qu'une vulgate officielle nomme des « quartiers » comme l'on dirait des réserves. Faut-il que nous soyons devenus aveugles à nous-mêmes pour qu'il soit si difficile de regarder en face cette réalité : tout comme leurs deux prédécesseurs des crimes antisémites de Toulouse et de Bruxelles, les trois terroristes de ce sinistre mois de janvier 2015 sont les enfants de notre société, de notre nation, de notre République. Nés Français, ils ne sont pas venus d'ailleurs, mais d'ici.

Ces assassins sont de notre peuple. Le rappeler, ce n'est en rien excuser leurs actes, mais tout simplement être républicain. Vraiment républicain. Pas de posture, mais d'exigence. Républicain comme l'était Victor Hugo, prenant conscience de l'urgence de la question sociale, lors de son fameux discours de 1849 sur la misère : « Comment veut-on guérir le mal si l'on ne sonde pas les plaies ? » « Vous n'avez rien fait, lançait-il à l'assemblée conservatrice qu'il essayait d'ébranler, tant que l'esprit de révolution a pour auxiliaire la souffrance publique ! Vous n'avez rien fait, rien fait, tant que dans cette œuvre de destruction et de ténèbres, qui se continue souterrainement, l'homme méchant a pour collaborateur l'homme malheureux ! » Et de conclure : « Messieurs, songez-y, c'est l'anarchie qui ouvre les abîmes, mais c'est la misère qui les creuse. »

« À force de montrer un épouvantail, on crée le monstre réel »

Le ressentiment est le moteur aigre de l'Histoire. Il est fait de blessures non guéries, d'affronts non digérés, de violences subies, d'humiliations accumulées, de traumatismes anciens dont l'héritage pèse sourdement. De souffrances en

somme qui se heurtent à une nécrose de l'espérance, un sentiment d'impasse totale, de futur impossible, d'avenir impensable. Dès lors, le ressentiment détruit la politique comme bien commun et cité partagée. Se complaisant dans la victimisation, ceux qui y succombent chercheront sans cesse des boucs émissaires à leur désespoir. Leur plainte se heurtera à tant de murs qu'ils n'imagineront y échapper que par la destruction, jusqu'à assumer de nier l'humanité qu'on leur a déniée. Et ce d'autant plus aisément que notre monde interconnecté, d'espace réduit et de temps immédiat, leur offrira à portée d'ordinateur l'idéologie nihiliste qui remplira ce vide existentiel.

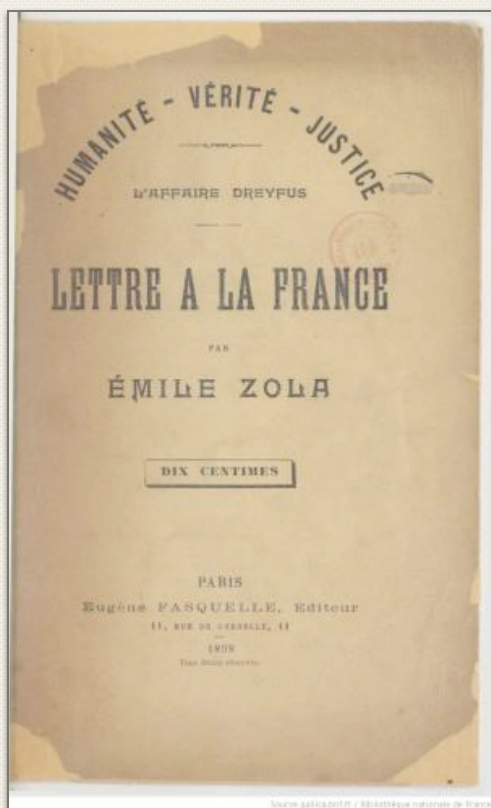
Or, ce ressentiment, nous n'avons cessé de l'alimenter dans une partie de notre peuple, de notre jeunesse. Cette partie qui, au quotidien, ne vit pas une République pour tous. Cette partie qui, depuis des décennies, s'est vue renvoyée à son origine, à son apparence, à sa culture, à sa religion, comme si elle était à part, mise à l'écart, à distance et en défiance. Cette partie issue de la longue projection de la France sur le monde et faisant retour dans cette Amérique de l'Europe qu'est notre pays, dont les classes populaires ont toujours été renouvelées par les vagues et brassages des migrations. Cette partie dont les légitimes attentes démocratiques et sociales ont été si souvent disqualifiées sur des registres ethniques ou sous des prétextes religieux.

Tel était le sens de l'alarme que j'ai lancée avec Pour les musulmans. Paru en septembre 2014, ce livre prolongeait mon appel, paru au printemps, à Dire non aux « monstres », que sont le racisme et la xénophobie, la haine et la violence, ces phénomènes morbides des temps de transition et d'incertitude, quand le vieux monde se meurt et que le nouveau tarde à venir. « À force de montrer au peuple un épouvantail, on crée le monstre réel » : en résonance d'une alerte à l'autre, je n'ai cessé, depuis, de décliner cette phrase d'Émile Zola dans son Pour les juifs de 1896 qui fut mon point de départ. En vain, hélas, puisque le paysage éditorial et médiatique, jusqu'aux attentats de janvier, fut encombré de mises en scène islamophobes, désignant nos compatriotes musulmans, dans leur diversité d'origine, de culture ou de croyance, comme les auteurs de troubles, envahisseurs fourbes et menaçants dont il faudrait envisager rien de moins que l'expulsion de notre pays, le leur.

Comment enseigner à notre jeunesse le respect de l'autre, la simple civilité, l'interdit de l'insulte et

de l'offense vis-à-vis de l'origine, de l'apparence ou de la croyance, si notre espace public, ses médias, ses politiques, font avec complaisance la pédagogie inverse ? Celle d'une transgression irresponsable, destructrice de tout idéal solidaire, de toute République commune, de toute communauté nationale ? La proclamation de la liberté d'expression, cette défense du droit à la caricature, de ses excès ironiques ou moqueurs, qui accompagne la solidarité avec Charlie Hebdo, n'implique pas que notre vie publique doive s'abaisser et s'égarer dans la détestation d'une partie de notre peuple à raison de son origine, de sa culture ou de sa religion. La haine ne saurait avoir l'excuse de l'humour.

Pour les musulmans aurait pu aussi bien s'intituler Pour la France. C'est en effet un appel aux causes communes, à un sursaut de la société pour que toute la République soit enfin pour tous. À emprunter ce chemin d'empathie où, en marchant vers l'autre, on se trouve soi-même. À chercher ensemble cet horizon démocratique et social qui, seul, pourra chasser les nuées et les orages qui menacent. À se rassembler et s'élever collectivement autour de l'exigence d'égalité, cette égalité des droits et des possibles que l'obsession des identités voudrait ruiner, laissant place aux ravages des inégalités, des hiérarchies, des exclusions.



« France, réveille-toi, songe à ta gloire », l'a n ç a i t Émile Zola dans sa Lettre à la France de 1898 d'où j' a v a i s extrait cette mise en garde : « La République est envahie par les réactionnaires de tous genres, ils l' a d o r e n t

d'un brusque et terrible amour, ils l'embrassent pour l'étouffer. » Car l'auteur du si célèbre J'accuse... ! n'imaginait la République qu'en

mouvement, invention et création, l'inverse des immobilismes et des conservatismes qui, trop souvent, s'en réclament, cautionnant les rejets, alimentant les peurs. Zola, ce fils d'immigré italien, s'adressait donc à son pays : « Est-ce cela que tu veux, France, la mise en péril de tout ce que tu as si chèrement payé, la tolérance religieuse, la justice égale pour tous, la solidarité fraternelle de tous les citoyens ? »

France, à plus d'un siècle de distance, je te pose la même question.

mediapart.fr

VI) Mélenchon veut une «coalition» à gauche du PS pour en finir avec «l'austérité»



Jean-Luc Mélenchon, candidat aux Européennes, a exposé ses idées et son idéal. /Photo Marc Salvet. Jean-Luc Mélenchon, candidat aux Européennes, a exposé ses idées et son idéal. /Photo Marc Salvet. [Zoomer]

Le fondateur du Parti de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a affirmé mardi qu'il travaillait à une « coalition » avec EELV, le PCF et la gauche du PS. Dans son viseur, les élections de 2015 et 2017, pour « tourner la page » de l'austérité. « Ce modèle qu'on a appelé social libéral est une catastrophe en France comme en Europe », a-t-il déclaré sur BFMTV. « Il ne faut pas se contenter de critiquer, il faut proposer quelque chose, quelque chose d'ample, qui ne soit pas étroitement boutique et partisan », ajoute l'ancien coprésident du Parti de Gauche.

« On a nos chances »

« Au meeting de soutien pour Syriza (le parti

grec), il y avait Mme Duflot (EELV), Pierre Laurent (PCF), moi-même (PG), Clémentine Autain (Ensemble), tous les dirigeants du Front de Gauche, des Verts, et il y avait trois socialistes : Liem Hoang-Ngoc l'économiste, M. Guillaume Balas qui est député européen, et M. Pouria Amirshahi, qui est député national ». Jean-Luc Mélenchon a confirmé qu'il travaillait, non pas à la formation d'un parti, mais bien à « une coalition », à l'image du Front de Gauche ou de Syriza en Grèce.

« Regardez bien la séquence : Syriza peut gagner en Grèce en janvier. En mai, nos amis espagnols peuvent gagner (le parti Podemos) et nous, nous arrivons au mois de décembre 2015, avec une élection générale à la proportionnelle, donc on a nos chances », a-t-il déclaré, réjouit. « A ce moment là, ce sera le Printemps européen, on aura tourné la page de cette catastrophe qu'est la politique d'austérité », a-t-il assuré.

LaDepeche.fr

VII) Dialogue social: Mailly et Berger accusent Hollande de prendre position en faveur du patronat

Les numéros un de FO et de la CFDT, Jean-Claude Mailly et Laurent Berger, ont accusé lundi le président François Hollande d'avoir pris position clairement, dans la négociation sur le dialogue social, en faveur des « revendications » du MEDEF.

Mailly accuse Hollande de prendre position en faveur du patronat

Le président « a pris parti pour les propositions qui sont essentiellement, à plus de 80%, des revendications patronales », a affirmé M. Mailly à la presse à l'issue de la présentation par le président de la République de ses vœux aux « acteurs de l'entreprise et de l'emploi » à l'Élysée.

« Donc il a pris position pour un accord qu'il souhaite conforme aux revendications patronales », a affirmé le leader de FO. « Peut-être qu'il sera dans la délégation patronale jeudi » lors de la prochaine séance » de négociation, a-t-il ironisé. Selon M. Mailly, le chef de l'État « fait pression pour qu'il y ait un accord » or « ce n'est pas de son rôle et ce n'est pas respectueux de la liberté de négociation ».

Le président François Hollande a prévenu lundi qu'un échec sur la modernisation du dialogue social jeudi « aurait des conséquences qui iraient bien au-delà de cette réforme ». Il a aussi estimé que le rendez-vous de jeudi devrait être « le dernier ».

Hollande doit « mettre la pression sur le patronat »

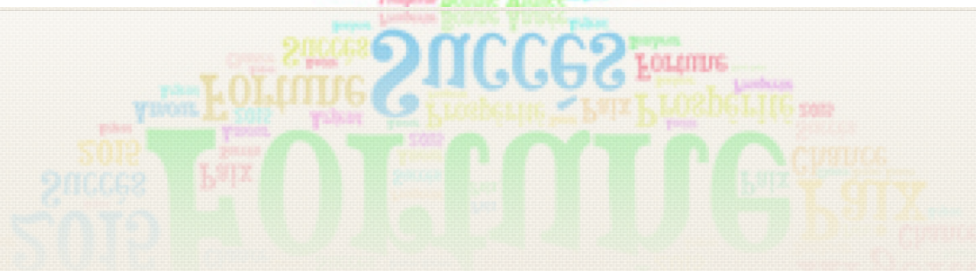
François Hollande doit « mettre la pression sur le patronat » dans le cadre de la négociation sur le dialogue social dans l'entreprise, a estimé lundi Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, trois jours avant une nouvelle séance de négociations.

« Ce qu'il faut que [le président] comprenne, c'est qu'il faut qu'il mette la pression sur le patronat aujourd'hui, sur ces négociations », a réagi M. Berger, dans la cour de l'Élysée après les vœux du chef de l'État aux acteurs de l'entreprise et de l'emploi.

« Je crois qu'aujourd'hui, il faut le dire, c'est le patronat qui porte la responsabilité d'un accord jeudi ou plus tard », a ajouté le secrétaire général de la CFDT. Jeudi, lors de la prochaine séance de négociation, « on verra si le patronat entend nos propositions », « si c'est le cas, on verra ce qu'on est capable de faire, si ce n'est pas le cas, il n'y aura pas d'accord », a-t-il prévenu.

Selon lui, « ce dont il s'agit, c'est plus de dialogue social et mieux de dialogue social, c'est pas moins de dialogue social ». Le président de la République a pressé lundi les partenaires sociaux de trouver un accord, alors qu'une dernière séance-marathon a échoué samedi à l'aube. Syndicats et patronat doivent donc de nouveau se retrouver jeudi matin au siège du Medef.





A Suivre...
La Presse en Revue